
Communiqué « médiateurs de la réussite scolaire »

Darcos nous annonce la création de 5.000 emplois de « médiateurs de la réussite scolaire », recrutés en contrats aidés, pour lutter contre l'absentéisme scolaire.

Entre annonce bling-bling et destructions de postes.

Mécontent sans doute de la grogne qui couve chez les parents et les personnels de l'Éducation Nationale, Darcos procède comme son patron, il sort de son chapeau des mesures ni construites ni réfléchies en balançant, sans formation, des personnels au contact des élèves et de leurs parents alors que ces missions, difficiles, relèvent du travail des CPE et des assistant-es sociaux. C'est aussi se moquer du monde puisque le ministre annonce ces créations de personnels « bon marché » alors que le gouvernement maintient le cap des suppressions des 13 500 suppressions de postes pour la rentrée 2009 sans compter la réduction du nombre de personnels de vie scolaire. Cette mesure nous montre par là même le peu de cas qui est fait des assistant-es sociaux et des CPE dont le nombre ne cesse de se réduire. Ce projet semble conduire les CPE tout droit vers des fonctions purement administratives.

Et encore une louche de précarité.

Ces « médiateurs de la réussite scolaire » seront recrutés sur des postes on ne peut plus précaires : les contrats aidés. En lieu et place de personnels statutaires, l'État recrute donc des personnes qui vivront avec moins d'un SMIC mensuel (temps partiels au SMIC horaire) dont l'intégralité ne sera même pas à la charge de L'État-patron (RMI, ASS et API étant versés par les collectivités territoriales). Quant à la formation des personnels, on l'a vu pour les autres contrats aidés, elle se réduit à peau de chagrin et n'offre aucune chance d'emplois futurs, d'autant que ce type de mission est presque exclusivement réservé à des précaires. Cela dit, en période de licenciements, cela fera toujours 5 000 chômeurs/ses de moins dans les statistiques. Par cette mesure, L'État patron qui vient de mettre en place une Agence Nationale de Remplacement (par des précaires) de personnels statutaires peut ainsi normaliser un peu plus la précarité dans le service public d'éducation. Le plus drôle est que, selon le ministre, l'objectif principal est de lutter contre « l'échec scolaire et la précarité des jeunes ».

Flics pas chers pour pauvres.

Si la lutte contre l'absentéisme scolaire est une nécessité encore convient-il de ne pas y aller avec des godillots. Cette mesure s'inscrit en effet dans la stigmatisation des familles des quartiers populaires, sans que la misère économique et sociale ne soit le moins du monde évoquée comme cause des difficultés des élèves. Le ministre, dénaturant le travail effectué par les personnels statutaires, prétend qu'il faut aller « au contact des familles ». Puisque les convocations sont « sans effet », c'est qu'il faut aller directement chez ces familles. Cette volonté d'envahir l'espace familial pour les fliquer en enrobant le tout d'un moralisme stupide n'est pas une nouveauté. Le ministère de l'Éducation Nationale a déjà recours aux « citoyens volontaires de la police nationale » chargés d'une surveillance « discrète » des familles. Le sécuritaire rentre donc un peu plus à l'école. Les élèves des quartiers populaires qui subissent déjà la police à l'extérieur apprécieront.

Face à ces mesures réactionnaires, la fédération SUD éducation revendique :

- l'abandon des suppressions de postes prévues pour 2009 et des créations de postes statutaires à la hauteur des besoins notamment pour la vie scolaire et le service social scolaire ;
- la titularisation sans condition des précaires et le retour au statut de MI-SE pour les surveillant-es ;
- l'arrêt de toutes les mesures sécuritaires à l'école (collaboration avec les services de répression, video surveillance, fichage des élèves...)

Saint Denis le 26 janvier 2009

